

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MAURICE DEWAVRIN

Statistique des exploitations agricoles au Canada de 1881 à 1911

Journal de la société statistique de Paris, tome 60 (1919), p. 272-280

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1919__60__272_0

© Société de statistique de Paris, 1919, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

STATISTIQUE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES AU CANADA DE 1881 A 1911

La consistance de la propriété rurale a subi au Canada, au cours des trente dernières années connues, des modifications successives importantes et de sens contraire. Le nombre des exploitations agricoles a ainsi varié pendant la période considérée :

1881	464.000
1891	620.000
1901	545.000
1911	715.000

Du plus ancien au plus récent des quatre recensements effectués durant ce

laps de temps, les domaines ruraux ont vu leur effectif s'accroître dans la proportion de 53,88 %. Mais ce mouvement se décompose en trois stades décennaux dont les résultats particuliers sont différents :

De 1881 à 1891 augmentation de	33,62%
De 1891 à 1901 diminution de	12,09
De 1901 à 1911 augmentation de	31,19

Le premier stade est marqué par une immigration assez importante, provoquée par le commencement des travaux du premier chemin de fer transcontinental, le *Canadian Pacific*. Comme il arrive toujours en pareil cas, la demande de concessions territoriales dans le voisinage de la ligne nouvelle a été abondante.

Pendant le second, l'afflux des nouveaux venus s'est singulièrement modéré, d'où un ralentissement de la mise en valeur des terres vierges. Comme d'autre part, ainsi qu'on le verra plus loin, il s'est produit simultanément une concentration de la propriété dans les provinces de l'Est, c'est-à-dire dans la partie du Canada la plus anciennement exploitée, un abaissement de l'effectif des domaines ruraux était inévitable.

A partir de 1904, le flot de l'immigration ne cesse de grossir jusqu'à la veille des hostilités. Dès lors, le troisième stade, pendant lequel, au surplus, le remembrement naturel de la petite propriété s'est ralenti, devait être marqué par un accroissement considérable du nombre des exploitations.

Ces dernières, au point de vue de leur étendue, sont habituellement divisées en quatre groupes :

Très petites	jusqu'à 10 acres (l'acre vaut 40 ares);
Petites	de 11 à 100 acres;
Moyennes	de 101 à 200 acres;
Grandes.	plus de 200 acres.

La distribution des établissements agricoles du Canada entre ces diverses catégories a beaucoup varié de 1881 à 1911.

Les très petites exploitations étaient au nombre de :

75.000.	en 1881
192.000.	en 1891
91.000.	en 1901
99.000.	en 1911

On ne peut pas ne pas être frappé de la diminution considérable du nombre des biens ruraux de ce groupe entre les années 1891 et 1901, après leur accroissement énorme (155 %) du début : 52 % d'entre eux ont disparu d'un recensement à l'autre, par voie de rachat. Ce phénomène s'atténue légèrement pendant la décade suivante.

Aux recensements de 1901 et 1911, la catégorie envisagée a fait l'objet d'une subdivision nouvelle en trois sous-catégories :

Exploitations d'une superficie :	1901	1911
Inférieure à 1 acre.	33.500	30.100
De 1 acre à 5 acres	39.200	44.200
De 5 à 10 acres.	18.300	24.700

- Le relèvement de 8.000 unités plus haut signalé se décompose donc en une diminution de 10 % environ du chiffre des plus petites parcelles, couverte et au delà par une augmentation de 12,5 % environ et de 34,5 % environ de celui des deux autres sous-catégories. La « poussière de terres » tend à s'agglomérer pour constituer des domaines ruraux un plus peu importants.

On comptait, en ce qui concerne les *petites exploitations* :

192.000	unités en 1881
245.000	— en 1891
238.000	— en 1901
254.000	— en 1911

Ces oscillations, du moins à partir de 1891, présentent peu d'amplitudes : d'abord augmentation de 27,5 % suivie d'une diminution d'environ 3 %, puis gain d'à peu près 6,5 % qui ramène l'effectif de cette catégorie au-dessus de son chiffre ancien.

A son tour, ce groupe peut se diviser en deux sous-groupes dont l'un comprend les propriétés de 11 à 50 acres et l'autre celles de 51 à 100 acres. Voici quelles ont été leurs variations numériques de 1891 à 1911 :

	<u>1891</u>	<u>1901</u>	<u>1911</u>
Propriétés de 11 à 50 acres . . .	88.000	81.000	90.000
— de 51 à 100 acres . . .	158.000	157.000	165.000

Le recul observé au cours de la dernière décade du dix-neuvième siècle, quant à l'ensemble des biens ruraux de 11 à 100 acres, a donc presque exclusivement affecté les plus petits d'entre eux, tandis que l'avance signalée, pendant la période suivante, s'est partagée à peu près également entre les deux sous-groupes.

Avec la catégorie des *moyennes exploitations* on aborde la plus vivante des différentes classes de la propriété foncière au Canada : celle qui est alimentée par le régime des concessions territoriales gratuites ou à prix réduit. Il en est de même aussi de la suivante, celle des *grandes exploitations*. Le tableau ci-après présente leurs variations respectives de 1881 à 1911.

	<u>1881</u>	<u>1891</u>	<u>1901</u>	<u>1911</u>
Moyennes exploitations	102.000	130.000	151.000	228.000
Grandes exploitations	36.000	53.000	65.000	133.000

La moyenne exploitation et la grande exploitation ont ainsi subi une augmentation ininterrompue, dont le taux a été pour celle-ci, de 27,5 %, puis de 22,5 %, ensuite de 104 %, et pour celle-là, de 47 %, puis de 16 %, enfin de 51 %. Ce mouvement coïncide pour chacun de ses trois temps, avec celui de l'immigration, d'abord assez rapide, en second lieu ralenti, et pour terminer singulièrement accéléré. Il a été plus marqué pour la grande exploitation parce que les nouveaux venus au Canada, attirés par les prix dérisoires auxquels on leur offrait la terre, ont volontiers arrondi leur concession gratuite de 160 acres par des achats qui ont porté l'étendue totale mise à leur disposition à plus de 200 acres,

Si maintenant on envisage le territoire canadien approprié en se plaçant au point de vue de l'achèvement de sa mise en valeur, on est amené à y distinguer trois groupes géographiques. Le premier comprend les trois provinces maritimes de l'Est : Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Ile du Prince-Édouard. La presque totalité des terres y sont exploitées, et la culture tend à y devenir exclusivement intensive. Dans le second, constitué par les provinces de Québec et d'Ontario, une partie du territoire est en plein rendement depuis de longues années déjà, mais les défrichements, qui se poursuivent sans cesse dans la région septentrionale, augmentent l'étendue cultivable en y ajoutant des éléments nouveaux. Enfin, la troisième zone est représentée par les provinces du Manitoba, du Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie britannique, appelées depuis peu à la vie agricole organisée.

Le tableau annexe I présente le mouvement de la propriété rurale dans chacune de ces subdivisions économiques pendant les trente années envisagées.

TABLEAU ANNEXE I

Classement régional des exploitations agricoles canadiennes d'après leur étendue.

	ACADIE				QUÉBEC ET ONTARIO				OUEST CANADIEN			
	1881	1891	1901	1911	1881	1891	1901	1911	1881	1891	1901	1911
Très petites. TOTAL.....	18.000	27.000	18.100	17.600	55.000	159.000	70.200	68.500	1.400	4.700	2.650	13.250
<i>sous-détail</i> : Moins d'un acre.	»	»	2.400	2.300	»	»	30.500	24.700	»	»	650	3.600
1 à 5 acres.....	»	»	9.500	8.600	»	»	28.500	30.000	»	»	1.100	5.550
5 à 10 acres.....	»	»	6.200	6.700	»	»	11.200	13.800	»	»	900	4.100
Petites..... TOTAL.....	59.000	60.700	57.200	56.400	183.000	182.000	177.000	186.000	1.600	3.000	3.800	12.250
<i>sous-détail</i> : 11 à 50 acres...	»	26.000	24.700	24.800	»	60.500	65.000	58.500	»	1.400	1.550	6.550
50 à 100 acres..	»	34.700	32.500	31.600	»	121.500	122.000	127.500	»	1.600	2.250	5.700
Moyennes...	20.000	24.000	23.000	23.000	78.000	89.000	97.000	101.000	5.100	17.700	31.200	103.500
Grandes.....	8.000	10.000	9.000	10.000	23.000	29.000	30.000	31.000	5.090	13.700	21.700	92.000

En Acadie, le nombre des *très petites* exploitations a augmenté de 50 % au cours de la première décade, puis il est revenu à son point de départ pour être finalement reporté légèrement en deçà. Ce recul a particulièrement affecté, de 1901 à 1911, la sous-catégorie des biens ruraux de 1 à 5 acres; ceux de 5 à 10 acres se retrouvent au contraire plus nombreux à la fin de la période étudiée. Le mouvement d'ensemble de la *petite* propriété a été parallèle au précédent, sauf cette restriction que l'augmentation de 1881 à 1891 a été beaucoup moindre que dans le groupe précédent : 3 % seulement au lieu de 50 %, et la rétrogression finale (1891-1911) un peu plus accentuée : 4,3 % au lieu de 2,15 %. La diminution a touché les deux sous-groupes, mais le second (50 à 100 acres) a été le plus atteint. La *moyenne* exploitation, après un gain appréciable (20 %) a perdu un peu de terrain (4 %) de 1891 à 1901, et s'est maintenue au même niveau par la suite. Enfin, la *grande* exploitation, après des variations de sens contraire, se retrouve en 1911 avec un effectif supérieur de 25 % à celui de 1881.

Dans la région centrale (Québec—Ontario), les *très petits* biens ruraux commencent par tripler numériquement, pour diminuer ensuite de plus de moitié (55,5 %), et, entre 1901 et 1911, subir un recul nouveau de 2,5 %. Là, c'est

la sous-classe des petits lopins inférieurs à 1 acre qui seul paie tribut à la diminution d'ensemble depuis 1901 (19 %). L'effectif des deux autres sous-classes a au contraire augmenté respectivement de 5 % et de 24 %. La *petite* exploitation a peu varié durant les trente années considérées, au bout desquelles on enregistre une diminution de 1 %, qui avait atteint un moment — en 1901 — un taux notablement supérieur : près de 6 %. Là encore la sous-classe des domaines les plus exigus, cette fois ceux de 11 à 50 acres, a été exclusivement atteinte par le mouvement de recul : elle se retrouve en perte de 2.000 unités pour la période 1891-1911, pendant laquelle le terrain abandonné par l'ensemble des exploitations de 11 à 100 acres au cours de la décade précédente a été en partie reconquis. La *moyenne* exploitation, elle, comme la *grande*, d'ailleurs, n'a cessé de progresser de 1881 à 1911.

Augmentation de la moyenne et de la grande exploitation dans le Canada central.

	1881-1891	1891-1901	1901-1911
Moyenne exploitation	14%	9 %	4%
Grande exploitation	26	3	3

On observera que l'accroissement numérique a été plus considérable pour la grande exploitation que pour la moyenne au cours de la première décade; le résultat inverse a été enregistré par la suite.

Dans l'Ouest canadien, l'augmentation s'étend à toutes les catégories, sauf pour la très petite culture de 1891 à 1901; on note, en ce qui la concerne, pendant cette période une diminution de 43 %, restée heureusement sans lendemain. En raison des bas chiffres dont le mouvement est parti, les proportions d'accroissement n'ont qu'une valeur tout à fait relative. En somme, de 1881 à 1911, dans cette partie du Canada, le nombre des *très petites* exploitations a presque décuplé, celui des *petites* exploitations a septuplé, et l'augmentation a atteint respectivement les proportions de un à vingt et de un à dix-huit pour la propriété *moyenne* et pour la *grande*.

* * *

La statistique purement numérique des domaines agricoles au Canada ne renseigne point d'une manière complète sur la consistance de la propriété rurale si l'on n'y joint l'indication de la part revenant à chaque catégorie de biens ruraux dans la surface cultivée totale du pays. Le tableau annexe II donne à cet égard toutes les précisions nécessaires, tant pour l'ensemble du Dominion que pour chacune des provinces envisagée séparément.

Dans le pays tout entier, l'étendue des *très petites* propriétés était égale à 31 % environ de la superficie mise en valeur lors du recensement de 1891. Cette proportion s'abaisse successivement aux deux dénombrements suivants, à 16,8 % puis à 13,9 %. Le sous-détail fait ressortir une perte tant pour les exploitations de moins de 1 acre que pour celles de 1 à 5 acres, pendant la dernière décade connue, tandis que la classe des biens ruraux de 5 à 10 acres accroît très légèrement son effectif. La diminution afférente à la catégorie tout entière pendant la décade 1891-1901 affecte les neuf provinces sans

exception. Il n'en est pas de même de celle, beaucoup moins importante d'ailleurs, que l'on observe pendant les dix années suivantes. Cette fois, la *très petite* propriété se maintient, assez péniblement, il est vrai, dans l'Ile du Prince-Édouard. Elle perd un peu de terrain au Nouveau-Brunswick et à Québec, davantage en Ontario et dans le Saskatchewan. Par contre, elle en gagne en Alberta où elle était tombée à presque rien, progresse beaucoup au Manitoba et, toutes proportions gardées, dans une mesure considérable en Colombie. Dans cette dernière région, le mouvement a surtout affecté les petits domaines de 1 à 5 et de 5 à 10 acres, tandis que la perte signalée en Ontario a exclusivement touché les petits lopins de moins de 1 acre.

TABLEAU ANNEXE II

**Pourcentage revenant à chaque catégorie de domaines ruraux
dans la superficie cultivée du Canada.**

		MOINS de 1 acre	1 A 5 acres	5 A 10 acres	11 A 50 acres	51 A 100 acres	101 A 200 acres	PLUS de 200 acres
Recensement de 1891.								
Acadie	Ile du Prince-Édouard		12,7		27,5	37,0	19,0	3,8
	Nouvelle-Écosse		28,5		21,4	23,7	18,0	8,4
Centre	Nouveau-Brunswick		16,6		19,3	33,8	20,6	9,7
	Québec		29,2		13,7	26,4	23,0	8,7
Ouest	Ontario		38,1		13,4	26,4	17,2	4,9
	Manitoba		6,4		2,7	4,4	46,0	38,5
	Saskatchewan		3,4		0,7	0,7	51,9	43,4
	Alberta		8,8		2,1	2,0	46,8	40,3
	Colombie		37,8		9,2	7,1	29,1	16,9
TOTAL POUR LE CANADA			30,9		14,2	25,4	21,0	8,5
Recensement de 1901.								
Acadie	Ile du Prince-Édouard	1,9	4,3	2,8	26,9	38,4	21,6	4,1
	Nouvelle-Écosse	2,8	12,5	8,0	23,6	25,4	19,7	8,0
Centre	Nouveau-Brunswick	1,5	5,2	3,7	20,6	34,3	23,4	11,3
	Québec	7,0	6,6	2,5	13,3	30,4	29,3	10,9
Ouest	Ontario	9,0	8,3	3,3	15,6	34,0	23,4	6,4
	Manitoba	0,7	1,3	0,8	2,2	3,9	44,3	46,8
	Saskatchewan	1,2	0,5	0,4	0,2	0,5	59,1	38,1
	Alberta	0,1	0,5	0,4	0,8	1,6	69,3	27,3
	Colombie	3,5	8,3	8,1	11,0	12,1	32,4	24,6
TOTAL POUR LE CANADA		6,2	7,2	3,4	14,9	28,8	27,7	11,8
Recensement de 1911.								
Acadie	Ile du Prince-Édouard	1,8	4,2	2,9	26,8	38,2	22,5	3,6
	Nouvelle-Écosse	2,1	11,6	8,9	23,6	24,8	20,0	9,0
Centre	Nouveau-Brunswick	1,2	4,6	4,3	21,7	33,6	23,2	11,4
	Québec	6,2	7,0	3,0	13,9	30,7	28,9	10,3
Ouest	Ontario	6,5	8,3	3,9	16,0	34,6	24,2	6,5
	Manitoba	2,8	3,9	1,7	3,4	4,5	38,9	44,8
	Saskatchewan	0,3	0,3	0,2	0,8	1,0	50,2	17,2
	Alberta	0,8	1,1	0,6	0,7	1,5	56,2	39,1
	Colombie	8,2	15,6	14,9	20,8	9,5	20,3	10,7
TOTAL POUR LE CANADA		4,2	6,2	3,5	12,6	23,0	31,9	18,6

La petite exploitation a peu varié en Acadie pendant toute la période envisagée; durant le même laps de temps, elle a progressé sans interruption à Québec et surtout en Ontario, particulièrement de 1891 à 1901. En Alberta et au Saskatchewan elle présente si peu d'importance qu'il est inutile de s'attarder sur ce point. Au Manitoba, elle subit des fluctuations de sens contraire pour se retrouver en légère augmentation au dernier recensement. C'est l'inverse qui s'est produit en Colombie. Dans le Dominion entier, elle a gagné un peu de terrain pendant la première décade pour le reperdre et au delà par la suite.

Le contingent des domaines de *moyenne* étendue dans l'ensemble de la surface cultivée du Canada, a augmenté notablement de 1891 à 1901, et dans une mesure plus restreinte au cours de la décade suivante. La décomposition de ce mouvement fait apparaître, pendant la première période, un gain considérable — de la moitié, — en Alberta, appréciable dans le Saskatchewan, modéré en Acadie, dans le Canada central, en Colombie, et une perte dans le Manitoba. La seconde période a été marquée par une stabilisation des résultats acquis ou un léger recul dans l'Est et le Centre, et une rétrogression notable dans l'Ouest.

Enfin, la grande exploitation, en progrès assez sensible de 1891 à 1901, gagne davantage de 1901 à 1911. Elle a peu varié en Acadie et dans le Canada central. En Colombie et dans le Manitoba, elle a pris d'abord une avance considérable pour la reperdre en partie dix ans plus tard, tandis que l'Alberta et le Saskatchewan passaient par des variations d'ordre inverse.

* * *

La répartition des chefs d'exploitation rurales d'après le mode de tenure des terres s'est peu modifiée au Canada au cours des vingt dernières années connues. La proportion des propriétaires a passé de 84,6 % en 1891 à 87 % en 1901, puis à 88 % en 1911. Elle a donc augmenté, mais de peu. Celle des terres occupées à ce titre était de 97,7 % en 1901 et de 89,92 % en 1911. Cette légère diminution tient à l'accroissement de l'étendue moyenne des terres données à bail.

Dans deux provinces de l'Ouest, la proportions des propriétaires tend à diminuer, parce que la location, tout à fait exceptionnelle au début, commence à se répandre. Elle s'est abaissée entre 1891 et 1901 de 97,5 % à 90,7 % dans le Saskatchewan, de 89,7 % à 83,8 % dans le Manitoba. En Alberta, au contraire, pays d'élevage, elle remonte de 90,5 % à 92 %. Enfin, en Colombie, où la location était relativement très répandue il y a vingt-cinq ans, elle s'élève de 73,2 % à 85,8 %, ascension digne de remarque.

Il y a eu augmentation générale dans tout le Canada central et oriental : 1 à 2,5 %. On observera qu'en 1911 le contingent des propriétaires était particulièrement élevé en Acadie (94,5 dans le Nouveau-Brunswick, 95,3 en Nouvelle-Écosse, 95,5 dans l'île du Prince-Édouard). A Québec, il était un peu moins élevé, mais encore sensiblement supérieur à la moyenne. Par contre, la location étant en faveur dans l'Ontario, il s'abaissait à 82,3 % dans cette province.

* * *

La superficie moyenne des domaines agricoles a augmenté de 32,1 % au Canada pendant les dix premières années du vingtième siècle, passant de 116 acres 4 à 153 acres 8. Le tableau ci-après donne les chiffres particuliers aux différentes provinces :

	Superficie moyenne		Augmentation ou diminution	
	en 1901	en 1911		
	acres	acres	p. 100	
Acadie.	Ile du Prince-Édouard.	85,2	83,7	— 1,8
	Nouvelle-Écosse	90,7	98,1	+ 8,2
	Nouveau-Brunswick	118,2	118,8	+ 0,5
Centre.	Québec	95,9	97,7	+ 1,9
	Ontario	95,3	97,8	+ 2,6
	Manitoba	272,1	268,1	— 1,5
Ouest.	Saskatchewan	281,6	297,2	+ 5,5
	Alberta	288,4	288,7	+ 0,1
	Colombie	222,2	137,5	— 38,2

Ainsi, dans tout l'Est et le Centre canadien, le domaine type appartient encore à la petite propriété, mais il est sur les confins de la moyenne, sauf au Nouveau-Brunswick où il se classe franchement dans cette dernière catégorie. Son étendue a d'ailleurs peu varié de 1901 à 1911. Dans la Prairie, où les changements ne sont guère plus considérables, il se range au contraire dans le groupe de la grande propriété. En Colombie, enfin, il a, au cours des dix dernières années, perdu près des deux cinquièmes de son étendue et a été ainsi ramené de la grande dans la moyenne propriété.

Réserve faite de la province située sur le littoral de l'Océan Pacifique, il n'y a donc eu que des modifications insignifiantes dans la superficie moyenne des domaines agricoles de chaque région administrative du Dominion. Mais comme le nombre des biens ruraux a augmenté considérablement dans la Prairie, qui est la subdivision économique du pays où se trouvent précisément les propriétés les plus vastes, il se trouve que l'étendue moyenne s'est notablement accrue dans l'ensemble du pays.

* * *

Durant les dix premières années du vingtième siècle, la valeur de la propriété agricole a suivi, au Canada, une marche ascendante, comme on peut en juger par les chiffres ci-après :

I. — VALEUR TOTALE (en millions de dollars)			
	1911	1901	Augmentation
Terres.	2.520	1.007,5	150 %
Bâtiments.	824	396,0	108
Matériel.	257	108,5	136,5
Cheptel	631	275,0	129
Total.	4.232	1.787,0	137, %
II. — VALEUR MOYENNE PAR EXPLOITATION (en dollars)			
Terres.	3.525	1.850	90,6%
Bâtiments.	1.153	727	58,7
Matériel.	360	199	80,3
Cheptel	883	505	74,8
Total.	5.921	3.281	80,5%
III. — VALEUR MOYENNE PAR ACRE DE TERRE EXPLOITÉE (en dollars)			
Bâtiments.	16,9	13,1	28,9%
Matériel.	5,3	5,6	46,4
Cheptel	12,95	9,1	42,0

L'augmentation de la valeur totale est bien celle que l'on peut attendre d'un pays neuf. Elle est plus marquée pour la terre elle-même que pour les bâtiments, phénomène dû à la mise en valeur de l'Ouest canadien, où les constructions sont réduites au strict nécessaire. L'accroissement de valeur du matériel atteste les progrès de la technique agricole dans tout le pays, et la plus-value du cheptel témoigne du développement pris par l'élevage.

La valeur moyenne par exploitation s'est, elle aussi, notablement élevée, et les variations de chacun de ses éléments sont parallèles à celles des données correspondantes pour la valeur totale. Mais l'indice le plus caractéristique est l'augmentation des impenses de toute nature par acre de terre exploitée. Elle est considérable en ce qui concerne les instruments aratoires et le bétail, et sensiblement moindre pour les bâtiments, mais néanmoins importante.

* * *

Des renseignements statistiques que fournit la présente étude, il convient de retenir tout particulièrement, comme constituant autant d'indices du développement économique canadien pendant les trente et surtout pendant les dix dernières années connues, l'augmentation du nombre des domaines agricoles et spécialement du nombre des moyens et des grands; l'accroissement de la part prise par les exploitations de plus de 100 acres dans la superficie mise en valeur, part qui s'est élevée de 29,5 % en 1891 à 50,5 % en 1911; l'extension de la superficie moyenne des biens ruraux dans l'ensemble du pays, fait qui accuse les progrès de la colonisation dans la Prairie; enfin la plus-value de la propriété agricole dans son ensemble, de la valeur moyenne des fermes et des impenses par unité de culture. Ce sont là autant de témoins irrécusables de la prospérité présente de notre ancienne colonie comme aussi des brillantes perspectives d'avenir qui sont réservées à son agriculture.

Maurice DEWAVRIN.
